

# Crédit documentaire :

Par Abdelaziz Baghiani\*

## Que reproche le patronat à la loi de finances complémentaire 2009 ?

La principale critique des organisations patronales concerne le paiement des importations. Trois inquiétudes principales ont été exprimées : augmentation des commissions, prolongation des délais, incidence sur la trésorerie des entreprises.

Augmentation des commissions : pour les importateurs, ces nouvelles dispositions léseraient les entreprises algériennes au profit des banques, surtout étrangères, des fournisseurs étrangers.

Prolongation des délais : ils considèrent que le crédit documentaire implique une procédure qui exige des délais d'approbation et de notification/confirmation plus longs.

Importance des coûts de la trésorerie : cette procédure de paiement exige la mobilisation immédiate des ressources financières de l'entreprise créant des tensions sur son cash flow.

L'entreprise doit provisionner obligatoirement l'engagement par signature pris par sa banque. Ceci réduira sa liquidité à court terme et augmentera son endettement qui, selon l'assise financière, pourrait devenir structurel par la suite. Un tel opérateur aura recours au crédit bancaire plus souvent qu'auparavant, supportant ainsi un volume d'agios sensiblement plus important.

## La loi de finances complémentaire 2009 rend obligatoirement le paiement des importations par le crédit documentaire. Qu'est-ce que cela signifie ?

En effet l'article 69 stipule que le paiement des importations s'effectue obligatoirement au moyen du seul crédit documentaire.

Cela veut dire que, désormais, les autres modes de paiement internationaux que sont le transfert libre et la remise documentaire ne doivent plus être utilisés pour l'importation des biens.

Toutefois, vous remarquez que le second alinéa du même article accorde aux autorités monétaires et au ministre chargé des Finances une certaine marge d'interprétation. En cas de besoin, ces autorités prendront des dispositions complémentaires.

Qu'est-ce qui justifie cette



Photo : DR.

## révolution dans les modalités d'importation ?

D'après le rapport annuel de la Banque d'Algérie, l'année 2008 a été marquée par une envolée des importations des biens et services. Les importations, qui n'étaient que de 18 milliards de dollars en 2004, ont connu durant l'année 2008 une très forte expansion par rapport à 2007 (+ 44 %), passant à 38 milliards de dollars.

Les principaux postes sont : 7,3 milliards de dollars d'importation pour l'alimentaire ;

4,1 milliards de dollars d'importation des biens de consommations et 26,5 milliards de dollars d'importation des matières premières et biens d'équipement.

La comparaison des seconds semestres 2007 et 2008 est encore plus inquiétante : produits alimentaires : + 42% ; biens d'équipement industriels et agricole : + 41% ; demi-produits : + 42%.

Une évolution aussi importante et aussi massive imposait aux pouvoirs publics une réaction rapide pour maîtriser la situation.

**Aujourd'hui que la solvabilité du pays n'est pas mise en doute, pourquoi devons-nous supporter un surcoût de nos importations engendré par ce mode de paiement ? Que les outils de communication sont très performants, pourquoi nos systèmes d'information alourdissent-ils les délais ? Qu'une embellie financière**

## existe en Algérie et que les institutions bancaires et financières disposent d'une surliquidité, pourquoi l'opérateur économique doit-il connaître des difficultés de trésorerie ?

Il s'agit en effet d'un paradoxe dont la résolution passe par la recherche d'un processus permettant de tirer avantage de la confiance qui n'a pas disparu tout en diminuant le coût de ce mode de paiement.

La croissance vertigineuse de nos importations, la multiplication des opérateurs, la relative faiblesse des moyens de contrôle commandent une traçabilité sans faille des flux commerciaux et financiers.

## Les opérateurs économiques déclarent unanimement que le Crédoc est cher. Certains patrons d'entreprise estiment que si toutes les importations algériennes se faisaient par Crédoc, elles reviendraient 5 à 10% plus cher pour le pays. Qu'en est-il ?

En 2008, l'Algérie a importé pour 38 milliards de dollars américains, si l'affirmation de ces patrons est réaliste, le mode de paiement Crédoc aurait dû coûter à l'Algérie 2 à 4 milliards de dollars dont 600 millions de dollars versées en devises aux banques étrangères. Ces chiffres colossaux montrent qu'il y a de l'exagération.

Une simulation que j'ai effectuée récemment avec des données réelles d'une banque algérienne, qui pratique ce mode de paiement à une

grande échelle et depuis longtemps, a conclu que le coût par mode de paiement rapporté au coût de la marchandise s'établit comme suit : transfert libre : 0,27 %, Remdoc : 0,27 %, Crédoc sans confirmation : 0,45 %, Crédoc avec confirmation : 0,95 %.

Cette simulation a pour hypothèses : une opération d'importation de 100 000 euros pour une contre-valeur de 10 millions de dinars ; le délai maximum de crédit documentaire est de 90 jours ; l'opérateur provisionne son crédit à 100 % ; les conditions de banque sont telles que réellement appliquées par une banque publique de commerce extérieur ; la simulation faite entre les principaux modes de paiement utilisés : transfert libre, remise documentaire, crédit documentaire irrévocable sans confirmation et ou avec confirmation.

distinguant les uns des autres par les modalités d'application. Ces instruments sont normalisés et codifiés par la Chambre de commerce internationale dans les règles et usances uniformes. Il convient de rappeler que ce dispositif est en usage depuis bientôt un siècle.

Les plus utilisés sont : le crédit documentaire irrévocable et «straight» ; le crédit documentaire irrévocable par négociation ; le crédit documentaire irrévocable et non confirmé ; le crédit documentaire irrévocable et confirmé ; le crédit documentaire revolving ; lettre de crédit stand-by ; le crédit documentaire transférable.

## Quelle différence y a-t-il entre le transfert libre, la remise documentaire et le crédit documentaire ?

Le transfert libre est un moyen de paiement qui nécessite une confiance absolue entre le vendeur et l'acheteur. L'importateur algérien, qui bénéficie de cet instrument, a l'avantage de payer son fournisseur à sa volonté, la banque n'engageant nullement sa responsabilité.

Lorsque le vendeur ne fait pas confiance à l'acheteur, il utilise les autres instruments. Lorsque que le vendeur doute de son client mais fait confiance à la banque de son client, il utilise la remise documentaire. La banque garantit l'encaissement en échange de la livraison de la marchandise.

Dans le cas de perte de confiance entre acheteur et vendeur et entre vendeur et une banque algérienne, on a recours au crédit documentaire qui est un moyen de paiement faisant deux banques : celle de l'acheteur qui est la banque

Nature des commissions	Transfert libre		Remise documentaire		CREDOC Irrevocable		CREDOC Irrevocable et confirm	
	%	Commission	%	Commission	%	Commission	%	Commission
Domiciliation		1 500		1 500		1 500		1 500
Ouverture du crédoc						3 700		3 700
Commissions d'engagement					0,25%	25 000	0,25%	25 000
Frais de confirmation							0,50%	50 000
Commissions de règlement	0,25%	25 000	0,25%	25 000	0,15%	15 000	0,15%	15 000
Total Commissions		26 500		26 500		45 200		95 200
Poids des commissions		0,27%		0,27%		0,45%		0,95%
Coût supplémentaire								
%								
Coût supplémentaire par rapport à celui de la Remise Documentaire ou du Transfert Libre								
%								
18 700								
0,19%								
68 700								
0,69%								

## Il y a donc deux crédits documentaires différents ?

Bien sûr, il existe une multitude de crédits documentaires basés sur un même principe mais se

émettrice et une banque située dans le pays du vendeur qui notifie à ce dernier en sa qualité d'agent de la banque émettrice.